

**ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU LUNDI 19 JUILLET 2021 A 9H30**  
**Au siège social 36 Avenue Pierre Brossolette – 92240 MALAKOFF**

**Je soussigné(e) :**

**Demeurant :**

Nombre d'actions nominatives :  
Nombre d'actions au porteur :  
Nombre de voix :

**Attention**  
date limite de réception :  
**16 JUILLET 2021**

**QUELLE QUE SOIT L'OPTION CHOISIE, DATEZ ET SIGNEZ AU BAS DU FORMULAIRE**

- A. ☐ Vous êtes titulaire de titres au porteur et votre teneur de compte habilité a délivré une attestation de participation, vous désirez assister à cette assemblée et demandez une carte d'admission : cochez la case A, datez et signez au bas du formulaire ;
- B. ☐ Vous utilisez le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ci-dessous selon l'une des trois possibilités offertes.

**FORMULAIRE DE VOTE PAR CORRESPONDANCE OU PAR PROCURATION**

**ATTENTION : choisissez 1, 2 ou 3 – s'il s'agit de titres au porteur, les présentes instructions ne seront valides que si votre teneur de compte habilité a délivré une attestation de participation.**

- 1- Vous faites confiance au Président et vous l'autorisez à voter en votre nom : datez et signez ce formulaire sans cocher de case de vote.

**OU**

- 2- Vous souhaitez vous exprimer sur les résolutions : cochez une case par résolution, datez et signez :

	Oui	Non	Abstention		Oui	Non	Abstention
1 <sup>ère</sup> résolution				7 <sup>ème</sup> résolution			
2 <sup>ème</sup> résolution				8 <sup>ème</sup> résolution			
3 <sup>ème</sup> résolution				9 <sup>ème</sup> résolution			
4 <sup>ème</sup> résolution				10 <sup>ème</sup> résolution			
5 <sup>ème</sup> résolution				11 <sup>ème</sup> résolution			
6 <sup>ème</sup> résolution				12 <sup>ème</sup> résolution			

**OU**

- 3- Vous souhaitez qu'un autre actionnaire de la société ou votre conjoint ou la personne avec laquelle vous avez conclu un pacte civil de solidarité ou toute autre personne physique ou morale de votre choix vote pour vous à l'assemblée : mettez son nom, datez et signez sans cocher de case de vote.  
Nom de mon représentant : \_\_\_\_\_

Fait à \_\_\_\_\_ Le \_\_\_\_\_

**Signature de l'actionnaire**

*Précédée de la mention manuscrite « bon pour pouvoir »*

*Article L. 225-106 du Code de commerce :*

*« Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité. Il peut en outre se faire représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix :*

*1° lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un marché réglementé ;*

*2° lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un système multilatéral de négociation qui se soumet aux dispositions législatives ou réglementaires visant à protéger les investisseurs contre les opérations d'initiés, les manipulations de cours et la diffusion de fausses informations dans les conditions prévues par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, figurant sur une liste arrêté par l'autorité dans des conditions fixées par son règlement général, et que les statuts le prévoient ».*

**Formule de demande d'envoi des documents et renseignements  
(articles R. 225-83 et R. 225-88 du Code de commerce)**

**Je soussigné(e)**

M. \_\_\_\_\_

demeurant \_\_\_\_\_

propriétaire de \_\_\_\_\_ actions de la société représentant \_\_\_\_\_ voix :

**EO2**

**Société Anonyme au capital de 2 551 209 euros**

**Siège social : 36, Avenue Pierre Brossolette**

**92240 MALAKOFF**

**493 169 932 RCS NANTERRE**

Demande que me soient adressés les documents et renseignements visés à l'article R. 225-83 du Code de commerce et se rapportant à l'assemblée générale mixte convoquée pour le 19 juillet 2021 à 9 heures 30.

Fait à  
Le

[ Signature ]

*NB : Conformément aux dispositions de l'article R. 225-88 du Code de commerce, à compter de la convocation de l'assemblée et jusqu'au cinquième jour inclusivement avant la réunion, tout actionnaire titulaire de titres nominatifs peut demander à la société de lui envoyer, à l'adresse indiquée, les documents et renseignements mentionnés aux articles R. 225-81 et R. 225-83. La société est tenue de procéder à cet envoi avant la réunion et à ses frais.*

*Cet envoi peut être effectué par un moyen électronique de télécommunication mis en œuvre dans les conditions mentionnées à l'article R. 225-63, à l'adresse indiquée par l'actionnaire.*

*Le même droit est ouvert à tout actionnaire propriétaire de titres au porteur, qui justifie de cette qualité par la transmission d'une attestation d'inscription dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire mentionné à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier.*

*Les actionnaires mentionnés au premier alinéa peuvent, par une demande unique, obtenir de la société l'envoi des documents et renseignements précités à l'occasion de chacune des assemblées d'actionnaires ultérieures.*

**EO2**  
**Société Anonyme au capital de 2 551 209 euros**  
**Siège social : 36, Avenue Pierre Brossolette**  
**92240 MALAKOFF**  
**493 169 932 RCS NANTERRE**

**ASSEMBLEE GENERALE MIXTE**  
**DU 19 JUILLET 2021 à 9 H 30**

**ORDRE DU JOUR**

**A titre ordinaire.**

- Rapports du Conseil d'Administration (rapport de gestion et rapport sur le gouvernement d'entreprise) et rapport du Commissaire aux comptes, sur les comptes de l'exercice social clos le 28 février 2021,
- Approbation des comptes et opérations dudit exercice - quitus au Conseil d'Administration,
- Rapport de gestion du groupe et rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 28 février 2021,
- Approbation desdits comptes consolidés,
- Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce - Approbation desdites conventions,
- Affectation du résultat de l'exercice,
- Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société.

**A titre extraordinaire.**

- Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société conformément à l'article L. 225-138-1 du Code de commerce,
- Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions à attribuer gratuitement aux actionnaires en cas d'offre publique visant les titres de la Société,
- Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions au profit des salariés ou mandataires sociaux éligibles de la Société et des sociétés liées,
- Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'émettre des bons de souscription d'actions, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des cadres dirigeants,
- Élargissement de l'objet social,
- Mise à jour consécutive des statuts,
- Pouvoirs en vue des formalités.

**TEXTE DES PROJETS DE RÉOLUTIONS**  
**AGREES ET PRESENTEES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**A titre ordinaire.**

**PREMIERE RESOLUTION**

*(Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 28 février 2021)*

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'administration (rapport de gestion et rapport sur le gouvernement d'entreprise) et du rapport du Commissaire aux comptes sur l'exercice clos le 28 février 2021, approuve tels qu'ils ont été présentés, les comptes de cet exercice se soldant par une perte nette comptable de 277 382,52 €.

Elle approuve toutes les mesures et opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Elle donne en conséquence quitus au Conseil d'Administration, pour sa gestion au cours de l'exercice écoulé.

## **DEUXIEME RESOLUTION**

*(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 28 février 2021)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 28 février 2021, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports, faisant apparaître un résultat net de l'ensemble consolidé de 128 K€ et un bénéfice net de l'ensemble consolidé part groupe de 277 K€.

## **TROISIEME RESOLUTION**

*(Conventions réglementées)*

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées par l'article L. 225-38 du Code de commerce, statue sur ledit rapport.

Elle approuve dans les conditions de l'article L. 225-40 dudit Code, la première convention mentionnée audit rapport, les personnes concernées n'ayant pas été comptabilisée pour le quorum et n'ayant pas pris part au vote.

Elle approuve dans les conditions de l'article L. 225-40 dudit Code, la deuxième convention mentionnée audit rapport, les personnes concernées n'ayant pas été comptabilisée pour le quorum et n'ayant pas pris part au vote.

Elle approuve dans les conditions de l'article L. 225-40 dudit Code, la troisième convention mentionnée audit rapport, les personnes concernées n'ayant pas été comptabilisée pour le quorum et n'ayant pas pris part au vote.

Elle approuve dans les conditions de l'article L. 225-40 dudit Code, la quatrième convention mentionnée audit rapport, les personnes concernées n'ayant pas été comptabilisée pour le quorum et n'ayant pas pris part au vote.

Elle approuve dans les conditions de l'article L. 225-40 dudit Code, la cinquième convention mentionnée audit rapport, les personnes concernées n'ayant pas été comptabilisée pour le quorum et n'ayant pas pris part au vote.

Elle approuve dans les conditions de l'article L. 225-40 dudit Code, la sixième convention mentionnée audit rapport, les personnes concernées n'ayant pas été comptabilisée pour le quorum et n'ayant pas pris part au vote.

## **QUATRIEME RESOLUTION**

*(Affectation du résultat de l'exercice clos le 28 février 2021)*

L'assemblée générale décide d'imputer la perte nette comptable de l'exercice 2020-2021, à savoir 277 382,52 €, au compte « Autres réserves ».

Puis, l'assemblée générale reconnaît que les dividendes distribués à chaque action, au cours des trois derniers exercices sont les suivants :

2017-2018.....	0 €
2018-2019.....	0 €
2019-2020.....	0 €

## **CINQUIEME RESOLUTION**

*(Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, autorise le conseil d'administration à procéder ou faire procéder à l'achat par la Société de ses propres actions conformément aux dispositions du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) et des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, en vue :

- d'animer le marché des titres de la Société, notamment pour en favoriser la liquidité, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'AMF et conclu avec un prestataire de services d'investissement dans le respect de la pratique de marché admise par l'AMF ;
- de mettre en œuvre tout plan d'options d'achat d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce ;
- d'attribuer à titre gratuit des actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce ;
- d'attribuer des actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de mettre en œuvre tout plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues par la loi, notamment les articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail ;
- de conserver des actions en vue de leur remise ultérieure à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- de remettre des actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- d'annuler tout ou partie des actions ainsi rachetées afin de réduire le capital, dans le cadre et sous réserve d'une autorisation de l'assemblée générale extraordinaire en cours de validité ;
- et, plus généralement, de réaliser toute opération autorisée ou qui viendrait à être autorisée par la loi ou toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'AMF, étant précisé que la Société en informerait ses actionnaires par voie de communiqué.

Les actions pourront être achetées par tous moyens, en une ou plusieurs fois, dans le respect de la réglementation boursière applicable et des pratiques de marché admises publiées par l'AMF, sur le marché ou hors marché, notamment en utilisant, le cas échéant, tous instruments financiers dérivés ou optionnels, pour autant que ces derniers moyens ne concourent pas à accroître de manière significative la volatilité du titre.

La Société se réserve la possibilité de procéder par achat de blocs de titres. La Société se réserve la faculté de poursuivre l'exécution du présent programme de rachat d'actions en période d'offre publique d'acquisition ou d'échange portant sur ses actions dans le respect des dispositions de l'article 231-40 du règlement général de l'AMF.

Les achats pourront porter sur un nombre d'actions qui ne pourra excéder 10% du capital social à la date de ces achats. Toutefois, le nombre d'actions acquises en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder 5% du capital social.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-210 du Code de commerce, la Société ne pourra posséder, directement ou indirectement, plus de 10% de son capital social.

L'acquisition de ces actions ne pourra être effectuée à un prix supérieur à [10] euros par action, étant précisé qu'en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites ainsi qu'en cas de division ou de regroupement des titres, d'amortissement ou de réduction de capital, de distribution de réserves ou d'autres actifs et de toutes autres opérations portant sur les capitaux propres, ce prix unitaire sera ajusté par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération.

En toute hypothèse, le montant maximal que la Société serait susceptible de payer ne pourra excéder [un million huit cent mille euros (1.800.000 €)].

En vue d'assurer l'exécution de la présente autorisation, tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente autorisation, en particulier pour juger de l'opportunité de lancer un programme de rachat et en déterminer les modalités, passer tous ordres en bourse, signer tous actes de cession ou transfert, conclure tous accords en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, affecter ou réaffecter les actions acquises aux différentes finalités, effectuer toutes déclarations auprès de l'AMF et de tout autre organisme, remplir toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

La présente autorisation, qui prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente assemblée.

## **SIXIEME RESOLUTION**

*(Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société conformément à l'article L. 225-138-1 du Code de commerce)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-129-6, L. 225-138, L. 225-138-1 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce et des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail :

1. délègue au conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, sa compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société, réservée aux adhérents d'un ou plusieurs plans d'épargne d'entreprise (ou autre plan aux adhérents auquel les articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail permettraient de réserver une augmentation du capital dans des conditions équivalentes) mis en place au sein de la Société ou du Groupe ;
2. décide de supprimer au profit des bénéficiaires ci-dessus indiqués le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres faisant l'objet de la présente délégation ;
3. décide que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra excéder [deux cent mille euros (200.000 €)], étant précisé que :
  - à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de titres financiers donnant accès au capital de la Société.
4. prend acte que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 du Code de commerce, la présente délégation emporte de plein droit, au profit des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société, qui sont susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières pourront donner droit ;
5. précise que le prix d'émission des actions ou des valeurs mobilières nouvelles donnant accès au capital sera déterminé conformément aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, sans pouvoir être inférieur de plus de 20% (ou 30% lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan est supérieure ou égale à dix ans) au prix unitaire déterminé dans les conditions visées à la 8ème résolution ci-dessus ;
6. autorise le conseil d'administration à attribuer à titre gratuit aux bénéficiaires ci-dessus indiqués, en complément des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société à souscrire en numéraire, des actions ou valeurs mobilières à émettre ou déjà émises, à titre de substitution de tout ou partie de la décote par rapport au prix de souscription des actions, étant entendu que l'avantage résultant de cette attribution ne pourra excéder les limites légales ou réglementaires ;
7. décide que le conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation, dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus, fixer les conditions d'émission et de souscription, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent et procéder à la modification corrélative des statuts, et notamment :
  - arrêter dans les conditions légales la liste des sociétés dont les salariés, préretraités et retraités pourront souscrire aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ainsi émises et bénéficier le cas échéant des actions ou valeurs mobilières gratuites,
  - décider que les souscriptions pourront être réalisées directement ou par l'intermédiaire de fonds communs de placement d'entreprise ou autres structures ou entités permises par les dispositions légales ou réglementaires applicables,
  - déterminer les conditions, notamment d'ancienneté, que devront remplir les bénéficiaires des augmentations de capital,
  - fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions,
  - arrêter le nombre total d'actions nouvelles à émettre,
  - le cas échéant, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital résultant de ces augmentations de capital,
  - d'une manière générale, passer toute convention, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission et au service financier des titres financiers émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ;
8. décide que la présente délégation, qui prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée.

## **SEPTIEME RESOLUTION**

*(Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions à attribuer gratuitement aux actionnaires en cas d'offre publique visant les titres de la Société)*

L'assemblée générale, statuant en la forme extraordinaire, mais aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article L. 233-32 II du Code de commerce :

1. délègue au conseil d'administration sa compétence à l'effet de procéder, dans l'hypothèse d'une offre publique visant les titres de la Société, à l'émission de bons permettant de souscrire à des conditions préférentielles à une ou plusieurs actions de la Société, et à leur attribution gratuite à tous les actionnaires de la Société ayant cette qualité avant l'expiration de l'offre publique ;
2. décide que :
  - le nombre maximum de bons de souscription d'actions pouvant être émis sera égal à celui des actions composant le capital social lors de l'émission des bons ;
  - le montant nominal total de l'augmentation de capital pouvant résulter de l'exercice de ces bons de souscription ne pourra excéder 100% du capital, étant précisé qu'il s'agit d'un plafond individuel et autonome. Cette limite sera majorée du montant correspondant à la valeur nominale des titres nécessaires à la réalisation des ajustements susceptibles d'être effectués conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, pour préserver les droits des porteurs de ces bons ;
3. précise que le conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente autorisation et, notamment, déterminer l'ensemble des caractéristiques de ces bons, dont leurs conditions d'exercice qui doivent être relatives aux termes de l'offre ou de toute offre concurrente éventuelle ;
4. décide que la présente autorisation, qui prive d'effet pour l'avenir toute autorisation antérieure ayant le même objet, est valable pour toute émission de bons de souscription d'actions réalisée dans le cadre d'une offre publique déposée dans un délai de dix-huit (18) mois à compter de la présente assemblée.

## **HUITIEME RESOLUTION**

*(Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions au profit des salariés ou mandataires sociaux éligibles de la Société et des sociétés liées)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce :

1. autorise le conseil d'administration à procéder, dans les conditions légales, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la Société, au profit des bénéficiaires ou catégories de bénéficiaires qu'il déterminera parmi les membres du personnel salarié de la Société ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L. 225-197-2 du Code de commerce et les mandataires sociaux éligibles de la Société ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés ;
2. décide que le conseil d'administration procèdera aux attributions et déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions ainsi que les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions ;
3. décide que les attributions gratuites d'actions effectuées en vertu de cette autorisation ne pourront porter sur un nombre d'actions existantes ou nouvelles supérieur à plus de 10% du capital social de la Société à la date de la décision de leur attribution par le conseil d'administration, compte non tenu du nombre d'actions à émettre, le cas échéant, au titre des ajustements effectués pour préserver les droits des bénéficiaires des attributions gratuites d'actions ;
4. prend acte du fait que, sauf exceptions légales :
  - l'attribution des actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le conseil d'administration, étant entendu que cette durée ne pourra être inférieure à un an ;
  - le conseil d'administration pourra fixer une période durant laquelle les bénéficiaires devront conserver lesdites actions ;

étant précisé que la durée cumulée des périodes d'acquisition et de conservation ne pourra être inférieure à deux ans, le conseil d'administration pouvant prévoir des durées de périodes d'acquisition et de conservation supérieures aux durées minimales fixées ci-dessus ;



5. autorise le conseil d'administration, en cas d'attribution gratuite d'actions à émettre, à augmenter le capital social à due concurrence :
- soit par compensation avec les droits de créances résultant de l'attribution gratuite d'actions, mentionnés à l'article L. 225-197-3 du Code de commerce, la présente décision emportant de plein droit, au profit des attributaires, renonciation des actionnaires à leurs droits préférentiels de souscription,
  - soit par voie d'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission ;
6. confère tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente autorisation et notamment :
- déterminer l'identité des bénéficiaires des attributions d'actions et le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux,
  - déterminer si les actions attribuées gratuitement seront des actions à émettre et/ou existantes,
  - fixer les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions,
  - constater les dates d'attribution définitives et les dates à partir desquelles les actions pourront être librement cédées, conformément à la présente résolution et compte tenu des restrictions légales,
  - inscrire les actions gratuites attribuées sur un compte nominatif au nom de leur titulaire mentionnant, le cas échéant, l'indisponibilité et la durée de celle-ci, et lever l'indisponibilité des actions pour toute circonstance pour laquelle la présente résolution ou la réglementation applicable permettrait la levée de l'indisponibilité,
  - en cas d'émission d'actions nouvelles, imputer, le cas échéant, sur les réserves, bénéfices ou primes d'émission de son choix, les sommes nécessaires à la libération desdites actions, constater la réalisation des augmentations de capital réalisées en application de la présente autorisation, procéder aux modifications corrélatives des statuts et d'une manière générale accomplir tous actes et formalités nécessaires ;
7. décide que cette autorisation, qui prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet, est donnée pour une période de trente-huit (38) mois à compter de la présente assemblée.

### **NEUVIEME RESOLUTION**

*(Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'émettre des bons de souscription d'actions, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des cadres dirigeants)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-138 et L. 228-91 et suivants du Code de Commerce :

1. délègue au conseil d'administration la compétence à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions nouvelles (BSA), avec suppression droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des cadres dirigeants de la Société ;
2. décide que le nombre maximum d'actions émises lors des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées à terme en vertu de la présente délégation ne pourra représenter plus de [5]% du capital social tel que constaté à la date d'émission des BSA, étant précisé que :
  - à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de titres financiers donnant accès au capital de la Société ;
3. prend acte que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 du Code de commerce, la présente délégation emporte de plein droit, au profit des titulaires de BSA susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles auxquelles ces BSA pourront donner droit ;
4. décide que le conseil d'administration fixera le prix d'émission des BSA, la parité d'exercice et le prix de souscription des actions sous-jacentes au vu du rapport d'un expert indépendant, sachant que le prix de souscription des actions sur exercice des BSA sera au moins égal à la moyenne pondérée par les volumes des cours des vingt (20) dernières séances de bourse sur le marché Euronext Growth Paris précédant sa fixation ;
5. décide que le conseil d'administration fixera la liste précise des bénéficiaires et arrêtera les modalités et caractéristiques des BSA dans les limites fixées par la présente résolution ;
6. décide que le conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation à l'effet notamment, sans que cette liste soit limitative, de choisir les bénéficiaires parmi les cadres dirigeants de la Société, d'arrêter les dates, les conditions et les modalités de toute émission ainsi que la forme et les caractéristiques des BSA, ainsi que pour les modifier postérieurement à leur émission ;

7. décide que la présente délégation, qui prive d'effet pour l'avenir toute délégation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente assemblée.

## **DIXIEME RESOLUTION**

*(Élargissement de l'objet social)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide d'étendre l'objet social à la conduite d'activité sous toutes ses formes dans tous domaines, y compris hôtelier ou para hôtelier, visant à mettre en valeur, développer et promouvoir les énergies nouvelles, le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises.

## **ONZIEME RESOLUTION**

*(Modification corrélative des statuts)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide que l'article 2 des statuts sera désormais rédigé ainsi qu'il suit :

La société a pour objet, sur le territoire français ainsi que dans tout autre pays :

- La fabrication et la commercialisation à partir de sa propre production ou dans le cadre de contrat de distribution de granulés de bois ou de produits connexes ou dérivés pour le chauffage domestique et industriel ou la production d'énergie,
- La construction, l'exploitation, l'entretien et la maintenance, directement ou dans le cadre de contrats de partenariat, de réseaux de chaleur ;
- La fabrication, l'installation, la vente, la maintenance, la réparation, directement ou dans le cadre de contrats de partenariat, de tous équipements et appareils thermiques, frigorifiques, mécaniques et électriques ;
- L'achat, la vente, le transport et le stockage de combustible, biocombustible et fluides de toute nature ;
- La fabrication, la commercialisation, l'ensachage, la distribution des produits dérivés du bois, de produits naturels durables et des énergies vertes et de produits de toute nature ;
- Les études, la recherche et le développement, le conseil et le développement d'activités dans le domaine des énergies nouvelles et le développement durable ;
- La recherche, le développement, la fabrication, la commercialisation, la maintenance, la réparation, de tout bien lié au domaine des énergies nouvelles et du développement durable,
- La conduite d'activité sous toutes ses formes dans tous domaines, y compris hôtelier ou para hôtelier, visant à mettre en valeur, développer et promouvoir les énergies nouvelles, le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises,

Et plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières ou financières se rapportant directement ou indirectement ou pouvant être utiles à cet objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

La société pourra prendre toutes participations et tous intérêts, majoritaires ou non, dans tout type de société et entreprise dont l'activité se rapporte, directement ou indirectement à l'objet social, lui est utile ou est susceptible d'en faciliter la réalisation.

La société peut agir directement ou indirectement, soit seule, soit en association, participation, groupement ou société, avec toute autre personne ou société et réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son objet.

## **DOUZIEME RESOLUTION**

*(Pouvoirs en vue des formalités)*

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal de la présente assemblée générale à l'effet d'accomplir toutes formalités prévues par la loi.

\*

\* \*

### 1) EXPOSE DES MOTIFS

La présente assemblée a pour ordre du jour, à titre ordinaire, l'approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 28 février 2021 et l'approbation de conventions réglementées, et à titre extraordinaire, l'élargissement de l'objet social et le renouvellement de différentes délégations de compétences en matière d'augmentation de capital à consentir au Conseil d'administration.

\*

\* \*

### 2) EXPOSE SOMMAIRE DE LA SITUATION DE LA SOCIETE PENDANT L'EXERCICE ECOULE

Au cours de l'exercice clos le 28 février 2021, les produits d'exploitation se sont élevés à 465 798 € (chiffre d'affaires net : 290 603 €) contre 278 172 € (chiffre d'affaires net 257 039 €) au titre de l'exercice précédent.

Les charges d'exploitation se sont quant à elles élevées à 1 139 749 € contre 1 185 589 € pour l'exercice précédent.

Il en résulte un résultat d'exploitation de négatif de 673 951 € contre un résultat négatif de 907 416 €.

Le résultat financier négatif se chiffre à 103 447 € contre un résultat positif de 9 145 €.

Compte tenu d'un résultat exceptionnel positif de 21 789 €, le résultat de l'exercice se traduit par une perte nette comptable de 193 961,52 € contre un bénéfice net comptable de 6 064 576,04 € au 29 février 2020.

\*

\* \*

### 3) MARCHE DES AFFAIRES SOCIALES DEPUIS LE DEBUT DU NOUVEL EXERCICE

Poursuite de la croissance du parc de matériel de chauffage : Les activités granulation bois restent portées par un marché en forte croissance qui se matérialise par une croissance à deux chiffres des installations de chauffage aux granulés bois par rapport au parc installé.

Des stocks en fin de période : L'ensemble du secteur a cependant terminé l'année avec des stocks. Sur un marché qui reste en forte croissance L'entreprise ne juge pas inquiétant à ce stade ce phénomène lié d'une part à des températures élevées pendant la saison de chauffe et à l'arrivée de nouveaux sites de production. La crise du COVID n'a pas eu d'impact particulier sur la société durant l'exercice.

La volonté politique de promouvoir les énergies renouvelables dont le bois paraît stable. Aussi le marché devrait rester porteur.

Le pôle étude d'EO2 poursuit sa structuration, laquelle a cependant été ralentie par la crise du Covid.

Les études / audit connaissent une évolution encourageante dans un contexte réglementaire qui favorise la transition énergétique.

Le Conseil d'administration

**Annexes :**

Annexe I : Tableau des résultats et chiffres significatifs au titre des 5 derniers exercices

Annexe II : Liste des administrateurs et des mandats de chacun d'eux

**ANNEXE I**

Tableau des résultats de la société au cours des  
5 derniers exercices (Code de commerce, Art. R. 225-102)

	28/02/2017	28/02/2018	28/02/2019	29/02/2020	28/02/2021
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
Capital social	2 631 705	2 466 713	2 466 713	2 425 875	2 551 209
Nbre des actions ordinaires existantes	2 466 713	2 466 713	2 466 713	2 425 875	2 425 875
Nbre des actions à dividendes prioritaires existantes					
Nbre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					
- par exercice de droit de souscription					
<b>OPERATIONS ET RESULTATS</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	379 486	720 610	377 558	257 039	290 603
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(475 512)	(733 408)	(722 287)	5 538 651	(791 338)
Impôts sur les bénéfices	(260 745)	(365 853)	(497 215)	(596 324)	(561 647)
Participation des salariés au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0
Résultat distribué	(160 834)	(571 588)	(511 228)	6 064 576	(193 962)
	350 000				
<b>RESULTAT PAR ACTION</b>					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	(0,32)	(0,15)	(0,09)	2,53	(0,09)
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(0,07)	(0,23)	(0,21)	2,50	(0,08)
Dividende distribué à chaque action	0,14				
<b>PERSONNEL</b>					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	4	4	4	5	3
Montant de la masse salariale de l'exercice	450 037	378 568	381 912	521 897	369 058
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	217 607	188 873	178 506	254 178	358 107

## **ANNEXE II**

### **Liste des mandats sociaux**

	Prénom, Nom des administrateurs et du directeur général et des directeurs généraux délégués, le cas échéant	Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés
1	POIZAT Guillaume Président, Directeur Général, Administrateur	<ul style="list-style-type: none"><li>- SA WEYA : représentant permanent de la SA EO2, Administratrice</li><li>- SAS EO2 Auvergne : Président</li><li>- SAS HITZA HITZ : Président</li></ul>
2	DETRAUX Grégoire Administrateur	<ul style="list-style-type: none"><li>- SAS HITZA HITZ : Directeur général</li><li>- SA WEYA : Président du Conseil d'administration, Administrateur</li><li>- SAS GREENTA : Président</li></ul>
3	MERICHE Otman Administrateur	<ul style="list-style-type: none"><li>- Néant</li></ul>
4	COURT Jean-Philippe Administrateur	<ul style="list-style-type: none"><li>- SAS COLD PAD : Président</li></ul>